



## Commission nationale Energie- Vendredi 31 mars 2023

---

**Le projet de loi relatif à l'accélération du nucléaire** a été adopté le 21 mars dernier en première lecture à l'Assemblée nationale. Le volet concernant la fusion de l'ASN et de l'IRSN a été rejeté.

Le projet de loi prévoit la remise par le gouvernement au Parlement d'un rapport explicitant les modalités de mise en œuvre de cette réforme recensant les besoins prévisionnels humains et financiers pour assurer les missions de contrôle et l'avis de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst).

**Pour rappel, ce projet de loi « nouveau nucléaire »** avait été adopté au Sénat le 24 janvier 2023 par 239 voix pour et 16 contre (4 PS et 11 EELV+ 1 non inscrit) Abst. 56 PS, 15 CRCE. Les élus communistes ont regretté que le gouvernement ne mette pas les moyens pour développer le nucléaire. C'est un projet de loi qui ne parle pas du nucléaire <http://www.senat.fr/lessentiel/pjl22-100.pdf>

Le groupe GDR à l'AN a, quant à lui, voté Pour. Il a aussi voté pour l'amendement qui empêche la fusion IRSN ASN et qui estime que des améliorations peuvent être obtenues tout en maintenant une organisation duale.

Je vous ai fait parvenir le petit mot que j'ai reçu de deux salariés de l'IRSN pour remercier les communistes notamment notre commission d'avoir pris le temps de discuter avec eux et un représentant de l'intersyndicale lors d'une visioconférence que nous avons organisée le 21 février dernier.

Notons également que le texte a confirmé la fin du plafond des 50 % de nucléaire.

Une CMP a été convoquée le 23 mars. Et donc le dossier est à suivre.

Le groupe GDR a indiqué dans les débats que dans le cadre de sa niche parlementaire, le groupe reviendra sur ce sujet, pour que la maîtrise publique soit gravée dans la loi.

Intervention F. Gay :

<http://www.senat.fr/seances/s202301/s20230117/s20230117004.html#int396>

Toujours sur le nucléaire, une étude de faisabilité de la construction de 6 EPR 2 est attendue d'ici la fin de l'année. Un premier réacteur devrait être construit sur le site de Penly d'ici 2035/2037 et les cinq suivant à 18 mois d'intervalle. Programme évalué à environ 52 milliards. Les options de financement sont à l'étude. Le gouvernement n'exclut pas un financement étranger.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à **protéger** le groupe **Électricité de France** d'un **démembrement** (texte de la commission, [n° 465, 2022-2023](#)) passera au Sénat le 6 avril. Il vient toutefois d'être retoqué en commission des finances le 29 mars.

Au cours du 2ème semestre 2023, il sera débattu la Loi de programmation de l'énergie et du climat LPEC, c'est un chantier que la prochaine commission énergie devra travailler.

Beaucoup misent d'ailleurs sur la future réforme du marché de l'électricité qui est très attendue.

La Commission a signalé qu'une réforme plus profonde des marchés de l'énergie était nécessaire et qu'elle serait proposée après les élections du Parlement européen en 2024. A ce jour, elle propose d'encourager l'utilisation de contrats long terme, tels que les contrats d'achats d'électricité de gré à gré, les PPA et les contrats pour différence (CFD) avec un prix garanti par l'Etat comme cela existe pour les ENR en France. Cela pourrait se faire pour les nouveaux investissements sur des projets existants (étendre les capacités ou durée de vie des centrales). Rien n'est arrêté, les discussions continuent.

D'ailleurs, un groupe d'industriels européens et d'organisme de recherche (EDF, CEA pour nous) a demandé à la commission européenne d'inclure le nucléaire dans le plan industriel du pacte vert qui a été présenté le 16 mars.

Côté PCF, nous continuons à discuter avec le PCE sur le sujet pour tenter de convenir à une position commune.

### **Allemagne**

La production d'électricité à base de charbon en Allemagne a bondi de 8.4% en 2022, la seconde source demeure l'éolien qui a connu une progression de +9.4% et le photovoltaïque de +19.5%. Comme quoi, le développement des ENR ne fait pas baisser la production d'électricité à base de fossile.

Les 3 dernières centrales nucléaires qui devaient fermées fin 2022 ont été prolongées. Elles s'arrêteront le 15 avril.

### **GIEC**

Approbation du 6<sup>ème</sup> rapport d'évaluation du GIEC. Ce document intègre et résume les conclusions des 6 rapports publiés par le GIEC sur un cycle qui a débuté en 2015. Ces conclusions sont importantes pour la prochaine COP 28 qui se tiendra en décembre prochain à Dubaï.

### **Colloque FGP**

Les 17 et 18 mars s'est tenu le colloque international sur l'énergie, un bien commun de l'humanité. Echanges très riches. Pour ceux qui n'ont pas pu suivre les débats, il y a possibilité de les revoir en Replay sur la chaîne YouTube de la Fondation : <https://www.youtube.com/@fondationgabrielperi8339>

### **Congrès**

Lors de la conférence de section de Nanterre, il y a un vœu qui a été adopté contre les EPR à partir des problèmes d'eau et de dépendance pour l'uranium (vœu présenté par le secrétaire de l'UL CGT !). La conférence fédérale ne l'a pas validée. Il y en a eu un autre qui s'oppose à tout investissement bancaire et financier de la France dans les énergies fossiles...

D'autres amendements (envoyés par Jean) concernait la remise en cause des directives européennes, les prix et la sûreté nucléaire.

Demain, la réflexion sur l'énergie au sein du Parti devra perdurer car il reste encore beaucoup de dossier à traiter. Il s'agira de renforcer le collectif et de garder le cap !

## **Echanges des camarades de la commission**

Le débat sur l'énergie à Manosque a été un succès avec un certain nombre de retombées très positives tout comme celui qui a eu lieu à Alenya avec les élus communistes. Les salariés de Cadarache ont remercié les communistes.

Des échos de plusieurs fd, les débats sur l'énergie sont apaisés et les camarades sont plutôt d'accord avec les positions du Parti. Il est indéniable que s'opère un regain de sympathie vis-à-vis de l'électronucléaire.

Sur le journal communiste l'Humanité, il faut réellement que la direction du journal fasse un effort certain pour donner la parole dans ses tribunes aux positions du PCF sur l'énergie et l'écologie. Il faudra veiller à ce que les revues comme celle de progressistes perdurent et qu'elles en aient les moyens.

Déchets radioactifs : dans les pays où l'on programme la fin du nucléaire, l'opinion publique se désintéresse aussitôt du traitement des déchets comme si le problème était résolu. Ce qui pourrait inciter les pouvoirs publics à revoir et/ou remettre en cause des solutions de stockage dans des conditions de sûreté de haut niveau.

Au niveau de certaines fédérations qui ont sur leur périmètre des entreprises industrielles importantes avec un nombre de salariés conséquents telles que IRSN, ASN, Framatome... on peut regretter que le nucléaire ne fasse pas l'objet de débat notamment sur la question industrielle.

Bien garder en tête que l'intérêt du capital est de faire fructifier son argent et si possible avec des aides de l'Etat.

Besoin d'entendre que les entreprises de BTP française soient partantes et en capacité d'une relance dans le nucléaire (génie civil indispensable dans la construction de nouvelles centrales).

Il y a besoin de mettre fin aux fakes news et la fausse propagande sur la question de la gestion de l'eau et les centrales nucléaires. Macron ment quand il dit que les centrales nucléaires sont consommatrices d'eau. La SFEN a fait une conférence sur les enjeux des températures d'eau pour le fonctionnement des CNPE [https://www.sfen.org/rgn/7-canicule-2022-les-enjeux-lies-a-leau-pour-le-fonctionnement-du-nucleaire/?utm\\_source=RGN\\_Hebdo&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Hebdo](https://www.sfen.org/rgn/7-canicule-2022-les-enjeux-lies-a-leau-pour-le-fonctionnement-du-nucleaire/?utm_source=RGN_Hebdo&utm_medium=email&utm_campaign=Hebdo)

Au niveau du Parti, nous devons mener une réflexion sur cette question et avoir la capacité de s'exprimer.

Sur la forêt française, si nous voulons une belle forêt, il faut une industrie pour la transformer, c'est également créateur d'emplois. Sur la filière bois énergie, attention à ne pas avoir une gestion irresponsable. L'arrêt de Fessenheim correspond à 200 millions d'arbres supprimés. Une fiche sur cette problématique va être proposée.

Globalement, il serait utile que la commission travaille sur des fiches thématiques « énergie » que les communistes seraient en mesure de s'approprier.